Le Monde
VENDREDI 17 NOVEMBRE 2023

Les nouveaux contours de la précarité alimentaire

En France, les associations et plusieurs enquêtes mettent en évidence une multitude de facteurs de fragilité

Le thé à la menthe est fumant, le gâteau au chocolat est découpé, et les amandes attendent d'être croquées. Au premier étage du centre social La Traverse, mardi, dans le quartier Université de Nanterre, un joyeux brouhaha émerge d'une petite pièce dont la façade vitrée donne sur le pont du RER A. L'association Vers un réseau d'achat en commun (VRAC) organise sa deuxième distribution dans la ville. Implantée dans une centaine de quartiers prioritaires de la politique de la ville en France, VRAC propose à leurs habitants des produits alimentaires de qualité, bio en grande majorité, à petits prix. Achetés quasi sans intermédiaire, tous les produits sont vendus à prix coûtant et, grâce à une subvention du programme gouvernemental « Mieux manger pour tous », à – 10 % pour les habitants des quartiers prioritaires, et à – 50 % pour certaines personnes les plus en difficulté, orientées par des structures sociales.

Ce mardi, à Nanterre, le litre d'huile d'olive bio est à 7,10 euros – *« au même prix que l'huile de base à Lidl »*, relève une adhérente –, et le gros sel de Noirmoutier coûte 95 centimes le kilogramme. Odile Biscarat s'affaire devant la balance de pesée. L'ancienne caissière chez Leclerc, aujourd'hui retraitée, est une experte en prix, capable de citer au centime près le coût du kilo de raisin de différents commerces de Nanterre. *« Pour mes courses, je compare tous les catalogues. Je vais, selon mes besoins, dans tel ou tel supermarché et je sais aussi quel jour faire les marchés. »* La retraitée a d'emblée été séduite par VRAC. *« Les produits sont vraiment pas chers pour la qualité. »*

Avec la hausse des prix alimentaires (+ 7,8 % en un an en octobre 2023), les Nanterriens, comme la majorité des Français, ont dû adapter leurs habitudes d'achat. Saadia, qui habite le quartier de la Boule-Champs Pierreux, vit avec sa mère et ses trois enfants, âgés de 4 à 13 ans. Sans emploi, la jeune femme cible elle aussi les enseignes en fonction de leurs catalogues. *« On a changé nos habitudes sur les protéines. On mange moins de viande et plus d'œufs ou de thon en boîte. Et, une fois par mois, on s'autorise un extra en achetant du saumon. »* Face aux budgets de plus en plus contraints, VRAC apporte à ses adhérents une bouffée d'oxygène. *« Ça permet d'acheter des produits qu'on ne peut pas toujours s'offrir, comme des figues »*, abonde Soumeya, 43 ans.

Selon une enquête du réseau associatif VRAC, « le sentiment d'une alimentation à deux vitesses s'exacerbe »

Distribution organisée par l'association VRAC, au centre Paris Anim'Marc Sangnier, à Paris, le 22 juin 2022. BERTRAND GAUDILLERE/ITEM

Réduire les portions

Ces derniers mois, l'association a consulté ses adhérents et des habitants de quartiers prioritaires sur leurs pratiques alimentaires, à travers des questionnaires, des ateliers et des rencontres, au pied de tours ou à la sortie des métros. Cette enquête menée auprès de plus de 700 personnes, dont les résultats ont été publiés lundi 13 novembre, conclut que *« le sentiment d'une alimentation à deux vitesses s'exacerbe »*. *« On a été frappés de voir, dans le quartier Frais-Vallon à Marseille (13e arrondissement), que pas une seule personne ne nous disait réussir à bien se nourrir,* constate Lorana Vincent, coordinatrice nationale du réseau VRAC. *Il y a une aspiration à manger de la qualité, des produits bio et frais, mais pour ces habitants tout est trop cher. »* Dans les quartiers enclavés, la faiblesse de l'offre alimentaire et le manque de transports en commun ajoutent aux difficultés.

La part des Français qui ne peuvent accéder à une alimentation saine reste difficile à évaluer. Dans une enquête publiée jeudi 16 novembre pour la Fondation Nestlé, le cabinet de conseil C-Ways a tenté de mesurer l'insécurité alimentaire, c'est-à-dire le nombre de personnes n'ayant pas un accès régulier à une alimentation adéquate, devant sauter des repas ou réduire leurs portions. L'étude avance le chiffre inquiétant de 37 % de Français se déclarant en insécurité alimentaire – la dernière grande enquête publique sur les consommations alimentaires des Français, conduite par l'Anses en 2014-2015, évaluait cette part à 11,4 %.

« Le propos n'est pas de dire que l'insécurité alimentaire a triplé entre 2015 et 2023, car les méthodologies ne sont pas totalement équivalentes », précise Pascale Hébel, directrice associée de C-Ways et spécialiste de la consommation. Mais l'enquête va dans le sens des alertes d'associations sur une précarité grandissante. L'étude C-Ways reprend la même liste de questions que l'Anses pour caractériser l'insécurité alimentaire (« au cours des 12 derniers mois, avez-vous dû réduire les portions parce que vous n'aviez pas assez d'argent ? », « avez-vous eu faim ? », etc.) et les mêmes seuils de réponse, mais l'échantillonnage varie : 5 800 individus pour l'enquête Anses, enfants compris, contre 1 000 adultes pour celle de C-Ways (avec des quotas par diplôme, profession, âge, sexe), ainsi qu'un suréchantillon de 760 personnes en situation d'insécurité alimentaire. Mais la principale différence tient au fait que l'enquête de l'Anses était menée en face-à-face, quand celle de la Fondation Nestlé a été conduite en ligne.

Sur l'évaluation de l'insécurité alimentaire, tout le monde navigue à vue et des chiffres très divergents circulent. La prochaine enquête publique de consommation alimentaire en France ne devrait pas être réalisée avant 2025, par l'Anses et Santé publique France, avec une étude pilote au printemps 2024.

« Calcul difficile à faire »

« On est vraiment dans le flou, déplore Nicole Darmon, directrice de recherche à l'Institut national de recherche pour l'agriculture, l'alimentation et l'environnement. *Nous n'avons pas de base de données sur les prix des aliments en France. Nous n'avons pas non plus de données récentes sur les différences de santé liées au revenu. Pourquoi sommes-nous dans le noir au moment où nous avons le plus besoin de données fiables sur ces questions ? »* Même le nombre de personnes ayant recours à l'aide alimentaire ne fait pas consensus, les chiffres avancés allant de 2 millions à 8 millions de Français, et les durées de fréquentation n'étant pas toujours renseignées de façon similaire par les associations. *« Le calcul est assez difficile à faire*, confirme-t-on au ministère de l'agriculture, qui mobilisait, mercredi, quelques grandes entreprises sur le sujet de l'aide alimentaire. *Mais on sait que la fréquentation des centres de distribution d'aide a augmenté de 20 % à 30 %. »*

Si les données de la Fondation Nestlé ne permettent pas de conclure sur l'évolution de l'insécurité alimentaire en France, elles confirment toutefois que l'aide alimentaire ne concerne qu'une fraction des personnes en insécurité alimentaire (20 % seulement, selon l'enquête Nestlé - C-Ways ; 50 % des personnes en précarité alimentaire, selon une autre étude récente). Elles éclairent aussi sur les raisons de la fragilisation d'une partie des Français. *« L'insécurité alimentaire n'est pas qu'une question économique*, précise Pascale Hébel. *Elle est aussi liée au mal-logement – la question des équipements de cuisine, notamment, est un frein important –, au fait de vivre seul ou dans un foyer monoparental. »*

Il existe ainsi toute une zone grise de situations de vulnérabilité, qui ne sont pas dans les radars de l'aide alimentaire, et sur lesquelles interviennent des initiatives comme VRAC. A Nanterre, la coordinatrice de l'association pour l'ouest de l'Ile-de-France, Sandrine De Carlo, ancienne maraîchère et titulaire d'un CAP de pâtisserie, fourmille d'idées pour faire vivre le réseau : élargir le catalogue pour y inclure des produits frais – une demande insistante des habitants –, organiser des événements festifs et des ateliers cuisine… *« La nourriture, c'est ce qui nous réunit. Et, souvent, c'est derrière les fourneaux que les gens se racontent »*, ajoute-t-elle. ■

MATHILDE GÉRARD